

PLANÈTE • SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A Paris, un sommet pour lutter contre la malnutrition, en pleine crise des financements

La rencontre organisée par la France, jeudi et vendredi, est le premier rendez-vous de solidarité internationale depuis l'annonce de l'arrêt de la majorité des financements américains pour l'aide humanitaire et le développement.

Par Mathilde Gérard

Publié aujourd'hui à 05h00 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Unité de nutrition du centre de santé de Kelafo, en Ethiopie, le 12 janvier 2023.

EDUARDO SOTERAS / AFP

Cela s'apparente à la note en petits caractères sur un contrat : le pays organisateur des Jeux olympiques et paralympiques est aussi tenu – de façon tacite – d'organiser un sommet international consacré à la lutte contre la malnutrition. Une initiative prise par le Royaume-Uni en 2013, à l'occasion des Jeux de Londres, qui entendait profiter de la fenêtre médiatique pour mobiliser la communauté internationale sur la nutrition, enjeu crucial de développement qui n'a pas de cadre de rencontre multilatéral spécifique. Cette coutume récente a déjà connu des aléas : le Brésil ne l'avait pas organisé après les Jeux de Rio de 2016 et l'événement avait été délocalisé en Italie en 2017 ; le Japon avait, lui, tenu un sommet 100 % virtuel en 2021, alors que la pandémie de Covid-19 sévissait encore.

Quatre ans plus tard, le gouvernement français organise, dans un contexte d'urgence redoublée, le sommet Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth, N4G), jeudi 27 et vendredi 28 mars. Premier grand rendez-vous de solidarité internationale depuis les annonces fin janvier de l'arrêt de la majorité des financements américains pour l'aide humanitaire et l'aide au développement, ce sommet représente un test de crédibilité pour la communauté internationale. La malnutrition, première cause de mortalité infantile dans le monde, est en effet chroniquement sous-financée, et ce même avant le revirement américain et la baisse des financements de plusieurs pays européens.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Si la France a joué le jeu de pays organisateur, nommant en 2023 un envoyé spécial pour la nutrition et secrétaire du sommet, le diplomate Briec Pont, l'appui politique a tardé à se manifester au plus haut niveau. Pour le sommet sur l'intelligence artificielle en février, l'Elysée avait ouvert les portes du Grand Palais et invité un parterre d'invités de renom. Pour la nutrition, c'est le plus modeste centre de conférence ministériel du Quai d'Orsay qui accueille la réunion.

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, n'a confirmé sa présence qu'à quelques semaines de l'échéance, après l'arrêt brutal des financements américains. Si l'événement sera ouvert par le premier ministre, François Bayrou, le chef de la diplomatie, Jean-Noël Barrot, en déplacement en Chine, en sera le grand absent, déléguant l'organisation au ministre délégué à la francophonie et aux partenariats, Thani Mohamed-Soulihi.

Lire aussi | [La faim dans le monde se maintient à un niveau élevé, « un aveu d'échec terrible »](#)

Du côté des délégations étrangères, en dehors du vice-président de Côte d'Ivoire, Tiémoko Meyliet Koné, qui copréside l'événement, et du roi du Lesotho, Letsie III, la plupart des soixante-quinze Etats représentés le seront au niveau ministériel. Quelques personnalités sont aussi attendues, comme la première dame du Brésil, Rosângela Lula da Silva, dite « Janja », ainsi que les représentants de grandes organisations internationales – Banque mondiale, Programme alimentaire mondial (PAM), Unicef..

Au carrefour d'enjeux majeurs

Dans un contexte de multiplication des crises, difficile de faire exister ce rendez-vous, qui se tient le même jour qu'un sommet de la « coalition des volontaires » pour l'Ukraine à l'Elysée. Au ministère des affaires étrangères, il a fallu batailler pour imposer cette rencontre, parfois moquée en « *sommet des biberons* », et convaincre de son intérêt stratégique. Alors que 45 millions d'enfants souffrent d'émaciation, un chiffre qui ne baisse pas, que 178 millions sont en retard de croissance et que l'obésité et le surpoids progressent sur tous les continents, touchant près de 45 % des adultes, la nutrition est pourtant au carrefour d'enjeux majeurs. « *Ce n'est pas qu'un sommet sur la nutrition, c'est un sommet sur l'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique, sur la transformation des systèmes alimentaires, sur la sécurité, sur les inégalités de genre, sur la protection sociale et la santé publique, sur la technologie et l'innovation...* », résume Briec Pont.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Pour préparer cette échéance, le secrétaire général du sommet a multiplié les déplacements, de Madagascar aux camps de Rohingya au Bangladesh, ou auprès des bailleurs de fonds. Du côté des ONG, on reconnaît les efforts de mobilisation de la France. « *Le contexte est extrêmement difficile pour organiser un tel sommet, on a absolument besoin de financements, et ce n'est pas le moment d'afficher des positions partisans. Il faut louer le leadership de M. Pont pour rassembler les parties prenantes* », salue Shawn Baker, chef des programmes de l'association Helen Keller Intl. et ancien chef nutritionniste de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid).

Lire aussi | [Un enfant de moins de 5 ans sur quatre en situation de « pauvreté alimentaire » sévère dans le monde](#)

Mais les associations se montrent aussi vigilantes sur le risque de double discours de la France, qui a réduit son aide publique au développement de plus de 30 % en 2025. « *On demande que la France s'engage à investir 1,5 milliard d'euros sur cinq ans, soit 300 millions d'euros par an, pour la lutte contre la sous-nutrition*, indique Michael Siegel, directeur du plaidoyer d'Action contre la faim, qui porte cette demande avec l'Unicef, Care France et une dizaine d'autres ONG. *C'est une demande réaliste et pas ambitieuse, qui correspond aux montants investis en 2020.* » Selon nos informations, la France devrait s'engager à hauteur de 1,2 milliard d'euros, mais il n'y aura pas de nouvelle enveloppe allouée : il s'agira de flécher des montants déjà budgétés et de mieux comptabiliser les opérations déjà financées.

« *La nutrition est forcément multisectorielle*, justifie Agnès Soucat, responsable de la division santé à l'Agence française de développement. *L'agriculture, l'eau, la protection sociale sont des secteurs sensibles à la nutrition, et il est important que les investissements soient mieux pensés pour favoriser les bonnes pratiques de nutrition.* » La transparence et la mise en place d'un cadre de redevabilité clair sera d'ailleurs un des grands enjeux du sommet pour la société civile, qui demande qu'un bilan de suivi des engagements soit effectué dans deux ans.

L'inaction présente un coût faramineux

Dans un contexte de tensions budgétaires, la rencontre de Paris ne rivalisera pas avec les montants engagés il y a quatre ans lors du sommet de Tokyo, qui avait mobilisé 27 milliards de dollars sur quatre ans.

Lire aussi | [Hausse de la malnutrition des enfants au Sahel : « Sans assistance, les conséquences seront extrêmement graves »](#)

Mais la communauté internationale reste très loin du compte. Selon une [évaluation de la Banque mondiale](#), il faudra investir 128 milliards de dollars (119 milliards d'euros) supplémentaires sur dix ans d'ici à 2035 pour couvrir les besoins en nutrition (soit 13 dollars par femme enceinte et 17 dollars par enfant de moins de 5 ans et par an).

L'institution a calculé que chaque dollar dépensé pour la nutrition amène, en moyenne, 23 dollars de retour sur investissement. « *Une bonne nutrition amène certes des bénéfices immédiats, mais elle a des impacts tout au long de la vie* », souligne Abigail Perry, responsable du programme nutrition à la Banque mondiale. « *Il y a une fenêtre d'opportunité particulièrement impactante lors des mille premiers*

jours de vie», abonde Kyoko Okamura, coautrice de cette évaluation, qui établit aussi que l'inaction présente un coût faramineux de 41 000 milliards de dollars sur dix ans.

Lire aussi | [Faim dans le monde : un déficit criant de financements](#)

Pour que la nutrition ne soit pas discutée seulement une fois tous les quatre ans, et pour soutenir une continuité d'actions entre les grandes échéances, la France a mis en place une « troïka », réunissant le précédent organisateur du sommet N4G, le Japon, ainsi que les Etats-Unis, censés accueillir le prochain événement en 2028, et l'Australie en 2032. Mais, après des mois d'échanges nourris, les Etats-Unis se sont retirés en février de tous les canaux de discussion, laissant planer le doute sur la tenue du prochain rassemblement. Pour cette édition 2025 du sommet sur la nutrition, un des enjeux sera aussi... qu'il ne s'agisse pas du dernier.

Mathilde Gérard

Le Monde Boutique

Découvrir

Le Monde x Caran d'Ache

Stylo, carnet et crayons à papier

L'histoire de l'art en BD

Coffret de sept livres

La République sous tensions

1870-2025 : anatomie des crises politiques

Voir plus